

PARIS
1 franc 50 cent.
PAR MOIS.
DÉPARTEMENTS
3 fr. par mois.

Les abonnements datent des 1^{er} et
16 de chaque mois.

LA TRIBUNE

DE LA LIBERTÉ.

INSERTIONS.

[75 centimes la ligne.]

Les lettres non affranchies sont
expressément refusées.

J.-B. GIRALDON, DIRECTEUR-GÉRANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR EN
CHEF.

On s'abonne à Paris, au bureau du journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

SOMMAIRE.

Actes officiels. — Séance de l'Assemblée nationale. — Discussion à l'Assemblée nationale sur la question du travail. — Lettre des patriotes prussiens adressée au citoyen Lamartine. — Réorganisation du jury. — Nouveau décret concernant les ateliers nationaux. — Ordre du jour du général Clément Thomas. — Dérails intéressants sur les membres du Gouvernement exécutif. — Dernières nouvelles de Lyon. — Importantes nouvelles d'Autriche. — Détails nouveaux sur la fuite de l'empereur d'Autriche. — Nouveaux troubles à Lille. — Découverte d'une nouvelle planète. — Siège de Peschiera. — Reprise de l'arsenal de Toulon. — Nouvelles des départements. — Nouvelles de l'étranger. — Cours de la Bourse.

Paris, 25 Mai.

Un conseil à l'Assemblée nationale.

Des bruits de modifications prochaines dans la composition de la Commission exécutive ont couru depuis quelques jours. Le *Moniteur* les dément; mais ils n'en continuent pas moins à se répandre. Le changement qui se prépare aurait lieu, dit-on, par suite d'un conflit entre l'Assemblée nationale et la Commission, au sujet du droit que l'Assemblée revendique, et que la Commission lui refuse, de prendre elle-même, et par l'action directe de son président, toutes les mesures nécessaires à sa sécurité et au maintien de la liberté de ses délibérations.

Un compromis est, dit-on, proposé, moyennant lequel la crise imminente serait conjurée. Nous ne savons comment, en pareille question, un compromis est possible. De deux choses l'une : ou l'Assemblée ne s'en fiera qu'à elle-même du soin de veiller à sa propre sécurité, ou elle se placera sous la protection et sous la garde du pouvoir exécutif. En principe, et abstractivement parlant, l'Assemblée peut, selon une expression célèbre de M. Guizot, tenir l'une ou l'autre conduite. Ce n'est pas une question de principe, mais une question de confiance. Cette confiance, le Gouvernement y a-t-il des droits? Quels sont ses titres pour la revendiquer?

Pour répondre pertinemment à cette question, il suffit de se rappeler l'attitude du pouvoir exécutif, la conduite qu'il a tenue pendant la crise du 15 mai.

A-t-il, ce jour-là, rempli, dans toute leur étendue, ses devoirs de gardien vigilant de la sûreté de l'Assemblée nationale? A-t-il fait tout ce qu'il pouvait faire pour assurer la liberté de ses délibérations?

Là est la question tout entière. S'il a failli ce jour-là à son importante mission, s'il n'a pas pu, su ou voulu la remplir, quelle assurance avons-nous qu'il la remplira à l'avenir? L'Assemblée commettrait une faute grave si elle allait de nouveau se mettre sous la garde de ceux qui l'ont si mal gardée. Elle fera bien d'y songer sérieusement.

Le rétablissement de la contrainte par corps.

Un décret du pouvoir exécutif rétablit la contrainte par corps au profit de l'Etat, tout en maintenant son abolition au profit des particuliers. Nous ne saurions approuver cette dérogation au grand principe proclamé en février; ou ce principe est vrai, et il ne souffre point d'exception; ou il est erroné, et il faut l'effacer de la liste de ceux que la République nouvelle a inscrits sur son programme. Le scinder n'est pas possible; on ne fractionne pas un principe; on l'admet ou on le rejette intégralement.

Nous ajouterons que nous ne reconnaissons pas à la Commission exécutive, le droit qu'elle s'arroge de décider des questions de principes en présence de l'Assemblée nationale, qui seule est compétente.

Nous regardons le décret que nous venons de signaler, comme nul et non avenu; et nous ne pensons pas qu'il y ait en France un seul tribunal qui consente à l'appliquer.

Quand des réparations pécuniaires sont prononcées au profit de l'Etat, l'Etat doit se payer sur les biens du condamné, et non sur sa personne. Il est vrai que dans les cas de délits forestiers et de simple police, le coup de délinquants ne sont pas solvables; mais nous ne voyons d'autre remède à la chose, que de modifier la législation qui concerne ces sortes de délits, d'en effacer les amendes et de lui donner la sanction d'une autre pénalité, d'un emprisonnement correctionnel, par exemple.

Au reste, nous n'entendons pas préjuger la question: nous désirons qu'elle reste entière, et nous appelons l'Assemblée nationale à la résoudre en soumettant à sa révision souveraine non-seulement le dernier décret, mais aussi le premier. Elle ne doit pas souffrir qu'en face de la tribune législative, un pouvoir purement exécutif s'arroge le droit de faire de la législation. Qu'elle maintienne avec fermeté la séparation des pouvoirs.

Un mot à la Gazette de France.

La *Gazette de France* cite notre opinion sur la Pologne. Dans cette citation, elle commet une erreur que nous la prions de rectifier.

En parlant du premier partage de la Pologne, nous avons dit: « C'est un de ces actes de la politique de nos pères, un de ces crimes de lèse-humanité dont le redressement ne saurait avoir été légué à leurs enfants. »

La *Gazette* nous fait dire: « C'est un de ces crimes de lèse-humanité dont le redressement doit avoir lieu; » c'est-à-dire tout le contraire de ce que nous ayons dit.

L'opinion que la *Gazette* nous prête est certainement la plus populaire, la plus séduisante, et nous ajoutons, la plus conforme à nos propres sentiments, si elle était réalisable. Mais nous ne savons pas faire de la popularité aux dépens de la raison et du bon sens. La tribune, du haut de laquelle nous parlons, veut être respectée. Il n'en doit descendre que des paroles de vérité.

Nous persistons à croire qu'aujourd'hui, dans les circonstances difficiles où se trouve la société française, en présence de la question sociale à éclairer, de la question politique à résoudre, du travail à organiser, du crédit à rétablir, de la misère publique à soulager, des lois d'impôts à refondre, de l'édifice commercial, industriel, financier à réparer, la France a mieux à faire qu'à donner à ses enfants le signal d'une croisade lointaine, qu'à se jeter imprudemment, au profit d'une nationalité étrangère, dans les embarras et les sacrifices de l'une de ces luttes terribles qu'une nation n'accepte que dans un grand intérêt national ou pour la défense de son territoire menacé.

ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale a adopté la résolution dont la teneur suit :
L'Assemblée nationale invite la Commission du pouvoir exécutif à continuer de prendre pour règle de sa conduite les vœux unanimes de l'Assemblée, résumés dans ces mots :

Pacte fraternel avec l'Allemagne. Reconstitution de la Pologne indépendante et libre.

Affranchissement de l'Italie.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 24 mai 1848.

Les président et secrétaires.

L'Assemblée nationale a adopté le décret dont la teneur suit :
Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur le budget de l'exercice 1848, les crédits ci-après :

1^{er} Pour les travaux de réparation des routes nationales, dits Travaux de deuxième catégorie, trois millions quatre cent mille francs, ci. 3,400,000

2^o Pour le canal de l'Aisne à la Marne, quatre cent mille francs, ci. 400,000

3^o Pour les travaux de reconstruction d'une partie des bâtiments de l'Ecole polytechnique, trois cent cinquante mille francs, ci. 350,000

4^o Pour les ateliers nationaux, deux millions, ci. 2,000,000

Art. 2. Le crédit énoncé au paragraphe 2 de l'article précédent sera prélevé sur les fonds mis, en 1848, à la disposition du ministre des travaux publics, pour les travaux de navigation.

Art. 3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 24 mai 1848.

Les président et secrétaires.

La Convention, en créant l'Institut national par la loi du 3 brumaire an iv, avait conféré à ce corps illustre plusieurs attributions importantes que le temps et l'influence des institutions monarchiques avaient fait tomber en désuétude. M. le ministre de l'instruction publique, dès le lendemain de la révolution de Février, a songé à rendre à l'Institut national les droits dont l'avait investi la loi organique.

La lettre suivante a été adressée, le 26 février, aux présidents des cinq académies.

« Monsieur le président, la loi organique de l'Institut renferme les deux articles suivants :

« Art. 1^{er}. L'Institut national nommera tous les ans, au concours, vingt citoyens qui seront chargés de voyager et de faire des observations relatives à l'agriculture, tant dans les départements de la République que dans les pays étrangers.

« Art. 2. L'Institut national nommera, tous les ans, six de ses membres pour voyager, soit ensemble, soit séparément, pour faire des recherches sur les diverses branches des connaissances humaines autres que l'agriculture.

« Le gouvernement monarchique avait laissé tomber en désuétude ces deux articles si essentiels au bien de la nation.

« Il entre dans les intentions du Gouvernement de remettre en vigueur, avec les développements que réclame l'état actuel de la France, ces vues du Gouvernement qui a fondé l'Institut national.

« Je vous prie, monsieur le président, de communiquer cette lettre à l'Académie que vous présidez, et de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour que je sois saisi d'un plan d'application approprié aux conditions de notre époque.

« Recevez, Monsieur le président, l'assurance de ma considération très-distinguée.

« Le ministre provisoire de l'instruction publique et des cultes,

« CARNOT. »

Cette lettre a donné lieu, dans le sein des Académies, à plusieurs délibérations étendues, à la suite desquelles l'Institut, entrant pleinement dans les vues de M. le ministre, a émis le vœu que toutes les branches des connaissances humaines fussent appelées à partager avec l'agriculture le bienfait de ces voyages d'observation et d'exploration dont le principe fécond avait été déposé dans la loi du 3 brumaire. L'Institut propose, en conséquence, une nouvelle rédaction des art. 1, 2, 3 et 4 du titre V de cette loi, qui en étend l'application à tous les besoins actuels, sans qu'il doive en résulter des charges plus considérables pour les finances de l'Etat. Cette nouvelle rédaction a été adoptée par l'Institut le 3 mai.

Par une seconde résolution, en date du 17, l'Institut vient de faire revivre une autre disposition non moins importante des lois républicaines qui l'ont créé et constitué. Depuis le commencement de 1816, les séances générales de l'Institut, à l'exception d'une seule séance tenue publiquement chaque année, avaient été abolies : à l'Institut de la convention se trouvaient ainsi substituées de fait des Académies liées seulement par la communauté du titre, du local et de l'administration. Le rétablissement des séances générales, et, par elles, de l'unité réelle de l'Institut, a été décidé par un vote unanime, et une commission a été chargée de rédiger le plus tôt possible un projet de règlement pour la tenue de ces séances, interrompues depuis trente-deux ans.

Le général commandant supérieur des gardes nationales de la Seine a reçu des gardes nationales des villes ci-après désignées des adresses de félicitations à la garde nationale de Paris et de la banlieue à l'occasion des événements du 15 mai :

Ham, Bléré (Indre-et-Loire), Altkirch (Haut-Rhin), Chartres (Eure-et-Loir), Nyon, Bretenoux (Lot), Sainte-Foy, Cherbourg, Dieppe, Tréguier, Angers, Pesmes (Haute-Saône), Pouilly, Sargères (Charente-Inférieure), Redon, Ancy-le-Franc (Yonne), Mont-Saint-Vincent (Saône-et-Loire), Mansle, La Chèvrerie, Saint-Amand (Cher), Seignelay (Yonne), Ruffec, Méry (Aube), Marennes (Charente-Inférieure), Ancenis, Mayenné (Mayenne),

Montargis (Loiret), Villefranche (Rhône), Valognes, Lisieux, Claye-Souilly (Seine-et-Marne), Neufchâteau (Vosges), La Rochelle, Le Blanc (Indre), Le Mans (Sarthe), Gray (Haute-Saône), Saint-Fargeau (Yonne), Roye (Somme), Le Nouvion.

Gardes nationales du département de la Seine.

ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL.

Extrait de l'ordre du jour du 23 mai 1848.

A la suite de réunions ou de banquets, des gardes nationaux croient pouvoir regagner leurs quartiers le soir et même fort avant dans la nuit en se faisant précéder de tambours.

Ces batteries inquiètent la population et peuvent avoir de fâcheuses conséquences; le commandant supérieur invite les colonels des légions à donner des ordres les plus sévères pour que ces faits ne se renouvellent plus à l'avenir; en rappelant à leurs camarades que l'on ne doit jamais faire battre le tambour que pour un service public, et qu'il est surtout expressément défendu de le battre, sans motifs, après la retraite.

Le général commandant supérieur,

Clément THOMAS.

Le registre d'inscription pour les examens d'entrée à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr, lequel devait être fermé le 1^{er} mai courant, restera ouvert jusqu'au 10 juin prochain.

Cette prorogation est motivée par les événements qui se sont produits.

Le ministre des finances recevra samedi prochain et les samedis suivants.

Le citoyen Auguste Poupert, connu par ses antécédents honorables comme négociant et comme écrivain, vient d'être nommé chef du cabinet du ministre de l'agriculture et du commerce. Le citoyen Poupert, républicain éprouvé, s'est fait connaître par sa collaboration au journal la *Réforme*, et par la publication de plusieurs écrits pour la défense des principes démocratiques.

Le ministre de l'agriculture et du commerce vient d'allouer une somme de 1,500 fr. à une société formée dans l'une de nos principales villes manufacturières sous le titre de *Conseil général des travailleurs de Saint-Quentin*. Cette société, qui admet dans son sein les délégués des ouvriers, a pour objet d'étudier les questions d'économie politique et sociale dans leurs rapports avec les intérêts des travailleurs, de faciliter et de régulariser les relations entre l'offre et la demande du travail. Un tel but pouvait déjà mériter les sympathies de tous ceux qui ont à cœur l'amélioration du sort des ouvriers; mais ce que le ministre de l'agriculture et du commerce a voulu particulièrement encourager, c'est la pensée de propager l'instruction professionnelle parmi les divers corps d'état et industries de Saint-Quentin. Il sera créé, grâce aux efforts et aux sacrifices de la société, une école de fabrication où seront enseignés par des chefs d'établissements ou contre-maîtres, le montage, la théorie de la fabrication, le dessin de fabrique et d'ornement, la mécanique et la chimie industrielle. Le ministre n'a point hésité à seconder l'accomplissement d'une œuvre qui tend à élever la situation morale de l'ouvrier, et à lui fournir les moyens d'améliorer son état matériel.

A la fête du 21 mai, on a vu des représentants du peuple serrer cordialement la main aux vainqueurs de la Bastille, à ceux des journées de 1830 et à ceux du 24 Février 1848. Ces témoignages de sympathie ont vivement ému les citoyens qui en étaient l'objet.

DERNIÈRES NOUVELLES DE LYON. — On lit dans le *Censeur de Lyon* du 25 mai :

Depuis huit jours, de nombreux vols ont été commis à Lyon et dans les villes suburbaines. Où cela s'arrêtera-t-il, maintenant que la police de sûreté est, à chaque instant, entravée dans son service par les événements?

Comment prévenir tous ces vols? Comment sévir contre les auteurs, alors que les agents de la police de sûreté sont empêchés dans leur service, arrêtés même, ou mis en joue, et poursuivis à coups de fusil.

Depuis quelques soirs, des hommes parcourent la ville en armes, se retirent dans des maisons de débauche, où, par l'intimidation, ils se font servir tout ce qu'ils veulent et s'abandonnent aux orgies les plus dégoûtantes, après quoi ils se retirent en menaçant de leurs armes ceux qui osent demander de l'argent.

Vendredi soir, vers huit heures et demie, trois individus se

sont introduits à l'aide de fausses clés, dans deux caves du sieur François Bergerat, teinturier, rue Tavernier, 5; ils étaient en train de ramasser une grande provision de savon, lorsque la domestique vint à descendre à la cave. Cette malheureuse fut aussitôt saisie par ces hommes qui la baillonnèrent et lui attachèrent les mains, et après lui avoir porté de violents coups à la tête et sur la poitrine, ils la pendirent au moyen d'un nœud coulant à un cadenas fermant une autre porte. Ces malfaiteurs, qui ont sans doute pris peur, n'ont rien emporté, et seulement en se retirant ils ont eu la cruauté d'emplir de terre la bouche de cette malheureuse afin de l'empêcher de crier.

Elle a été trouvée ainsi par madame Bergerat, qui était descendue à la cave sur les gémissements qu'elle entendait de son magasin; elle a été rappelée à la vie, mais son état est inquiétant. La police est sur les traces des auteurs de ce crime, et, quelles que soient les difficultés qu'elle peut rencontrer, elle n'en poursuivra pas moins sa tâche avec énergie.

— Deux jeunes gens ont été arrêtés hier par notre police, au moment où ils coupaient l'habit d'un citoyen. Il paraît que c'était un passe-temps pour eux, car ils ont été trouvés nantis d'un grand nombre de morceaux de drap qu'ils ont avoué avoir coupés aux habits des personnes qui se trouvaient rassemblées dans les groupes.

(Peuple souverain.)

Le *Courrier de Lyon* du 24 contient seulement une proclamation de M. E. Laforest, maire provisoire de la ville de Lyon, délégué, dans laquelle il ne dit pas un mot sur l'enlèvement de M. Tabouret. Il se borne à rassurer les habitants en leur disant que : « L'amélioration du sort des travailleurs est l'objet de la plus vive comme de la plus constante sollicitude de la République, et que l'administration municipale de Lyon est heureuse d'avoir à seconder, dans ce but, les vœux du Gouvernement. »

Il termine en disant : « Quelques jours encore, et vous serez convoqués pour prendre part à de nouvelles opérations électorales. »

On lit dans une correspondance de la *Gazette de Spener* :

« La plus grande consternation règne depuis que l'empereur est parti. C'est hier à six heures que S. M. est montée, à Schoenbrunn, dans une voiture de voyage. L'archiduc François-Charles était parti dans l'après-midi avec sa famille. A neuf heures du soir, l'impératrice-mère est partie à pied, accompagnée d'une femme de chambre. S. M. est montée dans un fiacre à la barrière de Mariahilf, et n'a trouvé sa voiture de voyage qu'à Burkersdorf. De toute la famille impériale, l'archiduchesse Marianne, sœur de l'empereur, était seule restée. Cette princesse est malade. Aujourd'hui on l'a transportée à Bade. Le plus grand secret avait été gardé sur l'empereur, même par les domestiques du château. Le général comte d'Auersperg a pris le commandement de la garnison et de la garde nationale. Celle-ci occupe le château. Les barrières sont fermées. Hier soir, le comité central de la garde nationale a repris ses séances dans la salle de ses réunions. Le gouvernement de l'Université a envoyé à M. de Pillersdorf une députation pour le prier de conserver provisoirement le pouvoir. Le gouvernement secret de l'Université, qui se compose d'émissaires italiens, polonais et français, veut renverser la monarchie et introduire le républicanisme; mais la faction républicaine est encore trop faible pour lever cette bannière: même dans le comité central et parmi la jeunesse égarée de l'Académie, on n'ose pas encore prononcer le mot terrible de république. »

M. Bulwer est passé hier par Paris, venant de Madrid et se rendant à Londres. Le gouvernement anglais avait déjà reçu avis de son départ, et lord Palmerston a annoncé qu'il déposerait jeudi sur le bureau de la Chambre des Communes toute la correspondance échangée entre les deux gouvernements de la Grande-Bretagne et d'Espagne.

On lit dans l'*Écho du Nord* daté de ce jour, 25 mai :

La cause première ou le prétexte de l'émeute de lundi, était le désappointement d'une foule d'ouvriers qui s'étaient présentés à la mairie pour obtenir de l'ouvrage, et dont un petit nombre seulement avait pu être employé. Les mécontents se sont avisés d'empêcher, par la violence, les ouvriers occupés au cirque, au collège et dans les ateliers, de continuer leurs travaux. Il est incontestable que la veille le chemin de fer avait amené un grand nombre d'individus mal intentionnés, auxquels se sont joints les repris de justice qui résident dans les environs de Lille.

La Mairie a fait son devoir et le général Roguet l'a secondé avec vigueur et intelligence; il a su allier la fermeté à l'humanité. Le 74^e de ligne et toute la garnison n'ont reculé devant aucune

fatigue, devant aucun danger. La garde nationale est au-dessus de tout éloge, bien qu'on ait à reprocher à un de ses commandants d'avoir laissé une barricade se former sous ses yeux, parce qu'il n'avait reçu aucun ordre, disait-il. En pareil cas, le plus sûr est toujours de prendre conseil de son courage et de son civisme.

— Hier soir sont arrivés à Lille quarante ou cinquante Polonais, qui s'étaient réunis à leurs frères, pour former à Paris la légion qui en est partie le 30 mars. Ils sont dans le dénuement le plus complet. Nous espérons que la municipalité subviendra à leurs premiers besoins.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

SUÈDE. STOCKHOLM, 12 mai. — Avant-hier, l'ordre du clergé et de la bourgeoisie a voté le crédit que le roi avait demandé pour les armements que S. M. a jugés nécessaires, à raison des événements qui ont eu lieu dans les duchés de Schleswig-Holstein. Aujourd'hui l'ordre des paysans et celui de la noblesse s'occuperont de cet objet. Suivant une ordonnance du 9 courant, 400 hommes de la marine marchande seront employés au service de la marine de l'Etat aussi longtemps qu'il sera nécessaire. Un ordre royal prescrit l'armement immédiat des frégates *Désirée*, *Gothenbourg* et *Joséphine*. (Boersenhall.)

ANGLETERRE. LONDRES, 25 mai. — Nous apprenons des Etats-Unis que tout le monde s'occupe de l'élection du président. M. Webster, le général Scott et le général Taylor se disputeront les suffrages. On croit que M. Polk pourra être réélu. (Morning-Post.)

— On écrit de Dublin, le 21 mai :

« Les confédérés tiennent aujourd'hui un meeting en plein air. Si la police veut contrarier cette démonstration, les clubistes ne doivent pas opposer de résistance; ils rompent les rangs, et chacun se rendra partiellement au rendez-vous indiqué. Le club a fait afficher partout deux avis; il est dit dans le premier :

« Nous apprenons au public que les processions telles que celles que nous dirigeons n'ont aucun caractère illégal, et nous enjoignons à tous les rappelés de s'abstenir d'applaudissements ou de toute autre démonstration bruyante, et d'empêcher ou aider à empêcher l'obstruction de la voie publique.

« Par ordre du conseil :

« THOM. MATTHEW HALPIN, secrétaire. »

Il est dit dans l'autre proclamation : « Les agents du gouvernement anglais à Dublin s'efforcent de provoquer une collision des bourgeois avec la troupe. Hier au soir, plusieurs milliers d'hommes étaient sous les armes à l'Université, et des détachements de police considérables avaient été envoyés dans les rues pour exciter une émeute, et fournir au gouvernement l'occasion de répandre le sang. Nous supplions le peuple de ne pas se laisser entraîner à une collision; le but de vos ennemis est de vous attirer à une bataille pour laquelle ils sont prêts, tandis que vous ne l'êtes pas. C'est à vous de choisir votre heure. Parmi vous, dans vos rangs, sont des émissaires salariés par le gouvernement anglais, qui vous excitent. Ne les écoutez pas et ayez confiance en nos conseils.

« Le premier club, sous la direction de M. Meagher, s'est achevé, vers deux heures, au rendez-vous indiqué. Les clubistes marchaient sur trois de front; pas de vociférations, pas une parole dans les rangs. Au moment où le club du docteur Doyle arrivait à Palace-Street, un des meneurs a dit : Halte! A peine avait-il prononcé ce mot, qu'il a été arrêté et conduit en prison. Il n'y a eu aucun désordre par suite de cette arrestation. »

— Le vice-gouverneur de la Cochinchine a publié des règlements pour la navigation de l'étranger. Tout bâtiment étranger qui arrive près du port de Tusrow, près de la ville impériale, doit arborer son pavillon et son nom d'une manière apparente. L'autorité locale se rendra à bord, afin de savoir ce que veut le bâtiment étranger. Le fort ne répondra que par trois coups de canon aux salves qui lui seront faites. Les équipages ne descendront pas à terre; ils n'entreront ni dans une ville ni dans un village. Il faudra qu'ils partent dans les deux jours, autrement il y aurait des troubles dans le port. Quand le navire aura besoin d'acheter des vivres, dix hommes (pas plus) descendront à terre, mais sans armes. L'autorité locale devra vérifier le nombre des canons et autres armes à bord du navire étranger. Quiconque serait saisi à terre, après le départ du bâtiment étranger, serait puni comme espion et décapité.

Si le bâtiment a apporté de l'opium, le capitaine et les hommes d'équipage seront soumis à une lourde chaîne. Les bâtiments n'amèneront aucun disciple de Jésus pour les débarquer. Si la chose arrivait, le capitaine, les équipages et les disciples de Jésus seraient traduits devant l'autorité et sévèrement châtiés. Ce document écrit par un officier supérieur de la marine cochinchinoise

est ainsi daté : L'empereur Tien-Tri. (Cinq ans, douze mois, dix-sept jours.) (Bengal Hurkaru.)

— Le *Saraksands* a apporté des nouvelles de New-York du 5 mai et 60,000 livres sterling en espèces. Le bateau à vapeur *America* apporte des nouvelles de New-York du 10 mai, et 100,000 livres en espèces. Les nouvelles de la Vera-Cruz sont du 22 avril. Paresa était toujours à Saint-Louis, sans être arrêté. Le 16, il a été donné à la Vera-Cruz un grand banquet en l'honneur de la révolution française. Le *Vera-Cruz-Free-Américain* doute toujours de la paix. L'Etat de Mexico est favorable au général Herera. Comme président, il a eu 150,000 voix sur 166,000. Le congrès de Vera-Cruz devra s'assembler le 10; celui de Puebla aussi le 10. Osario a été nommé gouverneur de l'Etat de la Plata. Il y a 2,000 hommes de troupes mexicaines à Queretaro. Un incendie épouvantable a éclaté à Détroit (Michigan), qui compte une population de 20,000 âmes. 400 bâtiments ont été détruits. Un tiers de la ville était menacé de destruction. A Cadenas, île de Cuba, les habitants blancs s'attendaient à une insurrection des noirs. Le gouvernement faisait tout ce qu'il pouvait pour prévenir ce malheur; il a fait incarcérer des chefs des noirs, et a fait placer des troupes dans plusieurs plantations. (Times.)

AUTRICHE. VIENNE, 19 mai. — Le ministre de la guerre annonce, dans un ordre du jour, que le conseil des ministres a adopté toutes les mesures nécessaires pour assurer l'ordre public, la garde nationale et la légion académique ayant demandé à se placer sous les ordres du général commandant en chef et de se soumettre aux ordres du conseil des ministres. L'union est rétablie.

PRUSSE. MAGDEBOURG, 20 mai. — On a fait circuler aujourd'hui deux adresses que nous désirons voir se couvrir de nombreuses signatures. L'une est pour M. de Lamartine, l'autre pour le peuple français. L'adresse à M. de Lamartine est ainsi conçue :

« Monsieur, par la noble fermeté avec laquelle vous avez résisté le 15 mai dernier, à Paris, aux tendances anarchiques d'une bande de séditions qui voulaient renverser le Gouvernement établi par la volonté du peuple français, vous avez donné la preuve irréfutable que le repos et le bien-être des peuples vous tiennent sérieusement à cœur.

« Agréez, à cet égard, l'expression de notre reconnaissance et de notre haute estime, que nous ne croyons pouvoir mieux manifester qu'en vous priant d'accepter l'adresse ci-jointe et de la livrer avec la présente lettre à la publicité.

« Magdebourg, 20 mai 1848.

« A Monsieur de Lamartine, à Paris. »

AU PEUPLE FRANÇAIS.

« Les événements du 15 mai à Paris ont déterminé les sous-signés à exprimer leur sympathie et leur reconnaissance au peuple français et à ses représentants pour le patriotisme et la fermeté qu'ils ont déployés dans cette circonstance et qui sont la plus solide garantie de la paix européenne.

« Salut à un peuple qui veut la liberté sans l'anarchie ! Un grand avenir lui est promis, et il a droit à la sympathie du monde civilisé.

« Magdebourg, 20 mai 1848. » (Gazette de l'Elbe.)

ITALIE. — On lit dans la *Gazette piémontaise* du 20 mai les nouvelles suivantes de l'armée :

Somma-Campagna, 18 mai.

Malgré la pluie qui a continué sans interruption, les batteries contre Peschiera ont pu être armées. Nos troupes impatientes des retards, ont vaincu toute espèce d'obstacle, et aujourd'hui à une heure de l'après-midi on peut commencer le feu dès que le roi se présentera accompagné de son état-major.

L'attaque principale a été dirigée contre les travaux détachés du fort Mandella. Les batteries établies sur le prolongement du front ont commencé à affaiblir la défense de tout ce qu'a pu permettre l'instabilité du terrain profondément creusé par les eaux. Néanmoins, une batterie de siège placée sur la droite du fort Mandella, et une autre sur la rive opposée du Mincio et convenablement répartie sur les hauteurs, ont inquiété l'ennemi dans l'intérieur de la place et dans les travaux avancés de la porte de Desenzano. Le duc de Gènes a dirigé le siège et a mis un zèle infatigable à toutes les opérations. L'artillerie, sapeurs du génie, les troupes du bataillon royal Navi et les brigades Piémont et Piagnerolle, qui ont participé à l'attaque, ont rivalisé de zèle et de courage.

L'artillerie de la forteresse a répondu vigoureusement à notre feu, mais sans dommage pour personne et sans entamer nos batteries.

Aucune démonstration de la part de l'ennemi n'est venue trou-

bler ces premières opérations du siège de Peschiera, qui semble définitivement abandonné à ses propres forces.

DI SALASCO,

Chef d'état-major général.

ESPAGNE. — Hier, à cinq heures moins un quart du soir, M. Bulwer est sorti de Madrid dans la direction de France. Trois attachés à la légation de Madrid l'accompagnaient. Il y avait deux chaises de poste. Un grand nombre de curieux se tenaient dans la rue qu'habite M. Bulwer au moment du départ; mais il n'a été fait aucune démonstration. M. Otway, secrétaire de légation, reste chargé des affaires. (Heraldo.)

— M. le comte de Mirasol est parti hier pour Londres, chargé par le gouvernement de faire connaître au cabinet anglais les raisons de haute politique qu'a eues le nôtre pour ordonner à M. Bulwer de sortir de Madrid. (Idem.)

— M. Gurrea, secrétaire particulier d'Espartéro, et quatre bourgeois de Logrono, ont été mis en arrestation. Ils sont passés, le 14, par Vittoria, se rendant à Bilbao. (Idem.)

On lit dans la *Gazette de l'Elbe* :

PAYS-BAS. LA HAYE. — M. le professeur Kaiser de Leyde vient de découvrir une nouvelle planète qui fait partie du groupe entre Mars et Jupiter. Cette nouvelle planète forme la neuvième du groupe et opère sa révolution en trois ans et huit mois.

BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

Depuis le 21 de ce mois, la malle de Strasbourg à Paris a repris sa marche d'été, et part à cinq heures du soir au lieu de quatre heures. La levée des lettres se fait donc une heure plus tard.

— On lit dans le *Republicain de la Côte-d'Or* :

« Vendredi, la place d'Armes de notre ville présentait un aspect assez animé. Les événements de Paris avaient surexcité les réactionnaires de notre ville, qui croyaient déjà que la république allait faire place ou à la régence ou à une royauté quelconque. Des hommes qui suivaient la peur le 25 février parlaient haut au milieu des groupes; ils cherchaient à exciter de braves gens, qui malheureusement ne sont pas au courant de toutes les roueries des monarchistes.

— Le 16 mai, pendant un violent orage qui a éclaté sur les campagnes de Landreville (Yonne), un jeune homme qui avait commis l'imprudence de se réfugier sous un noyer a, été tué par la foudre.

— Jeudi, le citoyen commissaire du Gouvernement, M. Frédéric Granier, commissaire extraordinaire près la mairie d'Avignon, la garde nationale avec son état-major et son colonel, les sapeurs-pompiers, ont été recevoir les bataillons de guerre du 56^e régiment de ligne, rentrant d'Afrique pour faire partie de l'armée des Alpes. Malgré un ciel chargé de nuages menaçants, une foule immense s'est portée sur la route de Marseille pour assister au spectacle de la nouvelle alliance du peuple et de l'armée.

Le citoyen Alph. Gent a adressé au colonel et aux officiers du 56^e une chaleureuse et patriotique allocution, dans laquelle il a rappelé les glorieux services rendus par ce régiment dans les provinces de l'Algérie, et les a félicités sur leur retour dans la mère-patrie où de nouveaux succès les attendent s'il faut porter le drapeau de la République chez le téméraire étranger qui oserait mettre le pied sur le sol de la France.

Les bataillons sont entrés en ville mêlés avec la garde nationale et la population qui leur faisaient la plus fraternelle escorte.

(Mémorial de Vaucluse.)

— On lit dans le *Journal de Lille* du 25 mai :

« De regrettables scènes de désordre sont venues hier jeter la perturbation au sein de notre cité. Dès le matin, des groupes nombreux, et qui se grossissaient d'instant en instant, ont parcouru la ville, faisant cesser les travaux et fermer les ateliers sur leur passage, poussant des cris et proférant des menaces qui n'ont pas tardé à se traduire en actes coupables. Vers dix heures, une bande des plus exaltés s'est portée rue de Jemmapes, sur la fabrique de M. Delespaul, dont elle a fait sortir les ouvriers et brisé toutes les vitres; on a même cherché à enfoncer la porte, qui heureusement a résisté.

« Dès les premiers moments, quelques citoyens courageux, cinq ou six à peine, avaient revêtu leur uniforme de gardes nationaux, étaient accourus pour chercher à calmer cette foule égarée et à protéger la fabrique. Parmi eux se trouvaient M. Montigny, ancien colonel de la légion, et M. Paquin. Mais leurs efforts ne furent pas heureux; eux-mêmes, accablés d'une grêle de pierres, se virent obligés d'avoir recours à la force, et l'un d'eux, M. Paquin, tira un premier coup de fusil qui n'atteignit personne. La foule, qui s'était un instant écartée, revint plus agressive encore, et un second coup de feu fut tiré par M. Paquin. Malheureuse-

ment la balle alla frapper un citoyen qui ne prenait aucune part à l'émeute, et l'atteignit au genou. De là grande exaspération dans les groupes, exaspération qui devint bientôt telle, que les quelques gardes nationaux durent se retirer et se barricader chez M. Delespaul, jusqu'à ce que des secours fussent venus les dégager.

« Cependant le rappel se faisait entendre dans toutes les directions, et la garde nationale se rassemblait, d'abord lentement, mais bientôt et à mesure que la gravité des événements se répandait, plus empressée et plus nombreuse.

« On parvint alors à protéger plus efficacement la demeure de M. Delespaul, et le petit détachement qui avait eu à supporter l'effervescence du premier choc put sortir par une porte donnant sur le jardin. Mais à peine dehors, il fut de nouveau assailli, et M. Paquin, plus particulièrement signalé aux mauvais traitements, ne dut son salut qu'à l'intervention de quelques bons citoyens. Nous l'avons vu conduit à la préfecture entre un officier d'état major et le rédacteur de l'un des journaux de la localité, M. Bianchi, qui l'avaient pris sous leur sauvegarde. M. Montigny, atteint de trois coups de pierre, et tout meurtri, fut obligé de s'aliter immédiatement, et son état exigea même l'application prompte de remèdes énergiques.

« De fortes patrouilles furent lancées dans toutes les directions, et se trouvèrent à plusieurs reprises en face de rassemblements armés de bâtons et de pierres, qu'elles parvinrent cependant à dissiper sans qu'on eût encore à regretter aucune collision générale. Quelques tentatives de barricades furent faites et aussitôt arrêtées. Deux voitures et quelques pavés amoncelés rue Françaises servaient de retranchement à quelques mutins; on dut croiser la baïonnette et nettoyer la place sans qu'aucun malheur fût à déplorer; seulement on fit une quinzaine d'arrestations.

« Le reste du jour, et fort avant dans la nuit, les patrouilles ont circulé dans la ville. L'agitation avait complètement disparu dans la soirée, et les rues ne présentaient que leur physionomie ordinaire de calme et de sécurité.

« Il est probable que la vigueur et la promptitude des mesures prises dans la journée d'hier n'ont pas peu contribué à nous assurer une soirée et une nuit tranquilles; la garde nationale tout entière était debout; à l'hôtel des Canoniers, six pièces de huit avaient été chargées; les portes de la ville étaient occupées par la garde nationale, la citadelle avait levé ses ponts et baissé ses herbes; enfin tout a dû faire comprendre aux mutins la détermination où l'on était de maintenir l'ordre et la sûreté publique.

« Six cents sapeurs du génie, en garnison à Arras, sont arrivés ce matin à cinq heures et demie, et ont pris position à la Bourse et à la station du chemin de fer.

« Ce matin la force publique est sous les armes et les arrestations continuent.

« Le maire de Lille a fait afficher dans l'après-midi la proclamation suivante :

Aux travailleurs de Lille.

« Au moment où vos magistrats s'épuisent en efforts de toute espèce pour procurer de l'occupation et des secours à ceux d'entre vous qui souffrent du chômage de l'industrie; quand vos concitoyens les moins maltraités par la crise sont à l'envi les plus généreux sacrifices pour vous venir en aide, à vous et à vos familles, quelques turbulents, cédant à de coupables suggestions, sèment le désordre dans la ville.

« Parce que tous n'ont pas pu encore être reçus dans les ateliers communaux, ils veulent empêcher les ouvriers paisibles de continuer leurs travaux; ils vont tumultueusement les arracher de leurs fabriques et les priver ainsi de leurs légitimes salaires.

« C'est là un crime dont l'intérêt de la société réclame une prompte et sévère punition. »

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 25 Mai.

PRÉSIDENCE DE M. BUCHEZ.

La séance est ouverte à une heure.

Le procès-verbal est lu et adopté.

Plusieurs adresses des gardes nationales de département sont déposées sur le bureau.

M. de Mornay demande des explications sur le retard apporté dans la présentation du rapport relatif aux relations du pouvoir exécutif avec l'Assemblée nationale.

M. Perrée annonce que demain M. Martin de Strasbourg, rapporteur, présentera son rapport.

M. Clément Thomas présente un projet de décret ayant pour objet d'excepter de la loi du cumul les majors, aide-majors, tambour-majors et tambour-maitres de la garde nationale.

Renvoi au comité des finances.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de décret tendant à ouvrir une enquête sur la situation du travail dans toute l'étendue de la République.

Personne ne demandant la parole sur l'ensemble du projet de loi, l'Assemblée passe à la discussion des articles.

Les considérants et l'article 1^{er} sont adoptés en ces termes :

Projet de décret.

L'Assemblée nationale,

Considérant qu'il importe d'organiser activement et efficacement l'étude de la question du travail, en faisant appel à toutes les intelligences et à tous les hommes pratiques;

Voulant d'ailleurs donner aux travailleurs une preuve de sa vive sollicitude pour leur sort, et de sa ferme volonté de résoudre les questions qui les concernent;

Décrète :

Art. 1^{er}. Une enquête sur la question du travail agricole et industriel est ouverte sur toute l'étendue du territoire de la République.

L'Assemblée passe à l'art. 2.

Art. 2. Cette enquête s'organisera dans chaque chef-lieu de canton, sous la présidence du juge de paix.

Dans la ville où il y aura plusieurs juges de paix, le plus ancien présidera.

M. Morin demande, par amendement, que les conseils généraux soient chargés de l'enquête.

M. Waldeck-Rousseau, rapporteur, combat l'amendement, qui est rejeté.

La discussion s'établit sur l'art. 3.

Art. 3. Pour faire cette enquête, le juge de paix sera assisté d'une commission composée d'un nombre égal d'ouvriers et de patrons.

Chaque spécialité d'industrie sera représentée dans cette Commission par un délégué ouvrier et un délégué patron.

Les patrons et les ouvriers s'entendront, chacun en ce qui les concernera, pour faire dans chaque profession, soit par la voie du vote, soit de toute autre manière, la désignation des délégués.

M. Morin demande, par voie d'amendement, que le président de la Chambre de commerce et de la Chambre consultative, dans les localités qui en possèdent, fassent partie de la commission d'enquête.

Un autre amendement est présenté sur cet article par le citoyen Basse, qui le formule ainsi :

Les juges de paix désigneront un certain nombre de patrons et d'ouvriers qui formeront la commission d'enquête. Dans les lieux où il y aura des comités agricoles, les juges de paix s'entendront avec eux pour cette désignation.

Ces deux amendements sont combattus par M. le rapporteur.

M. le Ministre de l'agriculture et du commerce déclare donner son adhésion au projet de la commission. Cependant il émet le vœu que la commission introduise dans son projet, et notamment dans la commission d'enquête, un surcroît de garantie à l'industrie agricole.

M. Fillancourt, membre de la commission, défend la rédaction du projet de la commission.

L'article 3 et les amendements sont envoyés à la commission.

L'Assemblée aborde ensuite la discussion de l'art. 4, ainsi conçu :

Art. 4. Les renseignements à recueillir par la commission d'enquête porteront notamment sur les points suivants :

1^o Le nombre d'ouvriers employés dans chaque espèce d'industrie, en distinguant les ouvriers des deux sexes, les ouvriers appartenant au pays et ceux qui n'y ont qu'une résidence temporaire, et les enfants au-dessous de seize ans;

2^o Le nombre des apprentis, garçons et filles, employés dans les fabriques, usines et ateliers, l'âge où ils sont admis, les conditions des apprentissages, leur durée;

3^o Les ressources de travail que peuvent offrir, dans chaque canton, les industries qui s'y exercent;

4^o L'importance des fabriques, usines et ateliers qui y sont en activité;

5^o L'état des salaires;

6^o Les conventions usuelles ou exceptionnelles qui interviennent entre les ouvriers et les patrons, pour les travaux à exécuter à la campagne, dans les usines, manufactures et ateliers;

7^o Les effets des sous-entreprises de travaux faites d'ouvriers à ouvriers, entreprises vulgairement connues sous le nom de marchandage;

8^o La durée moyenne des travaux pendant l'année. — Le temps, les chances et les causes habituelles ou accidentelles de chômage dans chaque industrie;

9^o La cause présumée de la prospérité ou de la décadence de chaque industrie;

10^o L'existence, les conditions et les résultats de l'association, soit entre les ouvriers, soit entre les ouvriers et les patrons;

11^o L'influence sur l'industrie et le travail libres, des travaux entrepris et exécutés dans les maisons centrales de détention, les hospices, etc.;

12^o Les moyens d'améliorer la production et d'assurer le développement progressif de la consommation;

13^o Le nombre et l'espèce des institutions de prévoyance et de secours mutuels existant en faveur des ouvriers, maîtres ou patrons, dans chaque canton; les conditions et l'économie de leurs règlements. — Les résultats obtenus dans l'intérêt moral et matériel des membres affiliés à ces institutions;

14^o L'état de l'instruction et de l'éducation morales et professionnelles;

15^o Les conditions d'existence des ouvriers sous le rapport de l'habitation, de la nourriture et du vêtement.

16^o Chaque commission d'enquête aura également à s'expliquer sur les moyens qui lui sembleraient propres à améliorer la condition des travailleurs, en même temps qu'elle signalera sommairement les causes locales de malaise des classes laborieuses.

17^o L'enquête devra encore porter sur la situation, dans chaque canton, des intérêts agricoles, sur les travaux qui peuvent y être entrepris, et les meilleurs moyens d'y appliquer les bras inoccupés de l'industrie, ainsi que d'arrêter les émigrations des cultivateurs vers les villes.

L'article est adopté sans discussion.

M. d'Adelsward propose d'ajouter à cet article un 18^e paragraphe portant que la commission d'enquête devra rechercher dans quelle proportion et dans quelle quotité l'impôt pèse sur les travailleurs.

L'amendement est rejeté.

Un 18^e paragraphe portant : La commission recherchera la nature des industries qui pourraient être introduites dans chaque localité, est adopté, du consentement de la commission qui déclare s'y réunir.

L'art. 5 est adopté en ces termes :

Art. 5. Des procès-verbaux résumeront, sur des formules imprimées, préparées à l'avance, les travaux de chaque commission d'enquête. Ces procès-verbaux seront envoyés au préfet de la République dans chaque département. Ce fonctionnaire les fera parvenir au président de l'Assemblée nationale.

Art. 6. La nomination des membres des commissions d'enquête aura lieu dans la huitaine de la promulgation du présent décret. Les opérations d'enquête commenceront aussitôt après, et seront terminées dans le mois.

Un membre demande que le délai soit de deux mois. Repoussé par la commission, cet amendement est rejeté. L'art. 6 est adopté.

Art. 7. A Paris, l'enquête sera faite directement par le comité du travail formé dans le sein de l'Assemblée nationale. Il prendra, à cet égard, toutes les mesures qu'il croira propres à la manifestation des vérités utiles à la question des travailleurs.

Art. 8. Dans toutes les autres villes du territoire de la République, l'exécution du présent décret est confiée aux préfets, qui seront chargés de prendre les arrêtés nécessaires pour en assurer l'entier effet.

Ces deux articles sont adoptés sans discussion.

Un article additionnel, tendant à ce que l'enquête s'étende à l'Algérie, sous l'autorité du gouverneur général, est adopté.

M. le rapporteur présente son rapport sur l'art. 3, qui lui avait été renvoyé. La commission propose d'ajouter à cet article la mention que l'agriculture et le travail agricole seront représentés par un délégué des ouvriers et un délégué des patrons. Ces conclusions sont adoptées.

Un membre demande qu'un rapport spécial soit fait par le comité des finances sur l'impôt des boissons.

M. LÉON FAUCHER. La commission attend les documents que lui a promis le ministre des finances.

M. le Ministre des finances demande un délai de quelques jours pour remettre les documents en question.

L'Assemblée ordonne le renvoi de cette question à la commission de règlement.

L'Assemblée adopte ensuite par assis et levé le projet de loi sur les commissions des travailleurs qu'elle vient de discuter.

Le Ministre des finances demande un crédit de 500,000 fr. pour amélioration dans les forêts. — Renvoi au comité des finances.

M. le Ministre de la justice présente le projet de loi suivant sur la réorganisation du jury.

Art. 1. Tous les citoyens seront portés sur la liste du jury, sauf ceux qu'atteignent les incapacités ci-dessous indiquées :

Art. 2. Ne pourront faire partie du jury :

1. Les citoyens qui exercent des fonctions incompatibles avec les fonctions de juré.

2. Les militaires en activité de service.

3. Les citoyens âgés de moins de 30 ans;

4. Les citoyens frappés d'incapacité habituelle;

5. Ceux qui ne savent pas lire;

6. Les serviteurs à gages;

7. Les faillis non réhabilités;

8. Les condamnés soit à des peines afflictives ou infamantes, ou pour délits correctionnels, tels que vol, abus de confiance, mendicité, vagabondage.

Art. 3. Pourront se faire rayer de la liste du jury :

1. Les septuagénaires;

2. Les fonctionnaires en activité de service;

3. Les citoyens qui, par suite d'un travail journalier, ne pourraient supporter les charges qu'imposent les fonctions de juré.

Art. 4. La liste des jurés sera rédigée par le maire et affichée sur les murs de la commune.

L'Assemblée ordonne le renvoi de ce projet de loi aux comités de législation et de justice criminelle.

M. Drouin de l'Hays, rapporteur du comité de diplomatie, présente son rapport sur le projet d'adresse au peuple américain.

Au lieu d'une adresse la commission propose le décret suivant : L'Assemblée nationale adopte le décret dont la teneur suit :

1. Au nom du peuple français, l'Assemblée nationale, profondément émue de la manifestation de sympathie du peuple américain, contenue dans le décret du 15 avril dernier, offre au peuple américain l'expression de sa fraternelle amitié.

2. Elle charge le pouvoir exécutif de transmettre le présent décret au peuple américain.

Le citoyen Paulin Gillon donne lecture d'un projet de décret sur l'impôt des boissons.

Cette proposition sera développée demain.

Le citoyen Emile Martin propose un projet de décret qui autorise le gouvernement à acheter les lignes de chemins de fer de Paris à Lyon et de Lyon à Marseille.

Renvoi en comité des travailleurs.

Le citoyen Montreuil est appelé à développer la proposition dont il a donné lecture hier.

M. Boulmier-Delcluze réclame la priorité pour sa proposition, portée sur l'ordre du jour avant celle de M. Montreuil.

M. LE PRÉSIDENT. Au président appartient le droit de régler l'ordre de la discussion. (Nombreuses réclamations.)

La parole est à M. Boulmier-Delcluze, qui développe une proposition relative à l'établissement d'une banque foncière.

Nous avons déjà fait connaître les bases de ce projet, qui consiste dans un nouveau système d'hypothèques et dans la création d'obligations hypothécaires qu'une banque nationale escompterait.

L'Assemblée renvoie le projet aux comités des finances du crédit foncier et de législation.

Sur la proposition de M. Séguier, rapporteur du comité de l'administration départementale et communale, l'Assemblée adopte d'urgence un décret tendant à autoriser les départements de l'Aude, de l'Orne, la commune de Castres, de Rouen, à créer des ressources extraordinaires pour les ateliers de travail et de charité.

M. Flocon, ministre de l'agriculture et du commerce, présente un projet de loi relatif à l'admission des sucres au raffinage.

Renvoi au comité des travailleurs.

Un rapport est présenté par un membre rapporteur du comité des travailleurs sur l'organisation nouvelle des conseils de prud'hommes. Le comité présente une organisation qui rétablit l'égalité dans la composition des conseils entre les patrons et les ouvriers.

Le rapport et le décret seront imprimés, distribués et discutés demain.

On demande le renvoi de la discussion à après demain.

M. LE PRÉSIDENT. Je pense que chaque jour de l'Assemblée doit être marqué par un décret.

M. Flocon insiste pour que l'urgence soit déclarée et pour que la discussion ait lieu demain.

L'Assemblée fait droit à cette demande.

La discussion aura lieu demain.

Un membre demande d'urgence à interpellé demain le ministre des affaires étrangères sur les principes qu'il entend suivre relativement à la question de la Pologne.

M. FLOCON. L'Assemblée elle-même a indiqué quels seraient les principes. Je demande l'ordre du jour.

L'ordre du jour est adopté.

La séance continue.

NOUVELLES DIVERSES.

On a dit hier à la Bourse, suivant une dépêche de Toulon, qu'après une lutte assez vive, la troupe avait repris possession de l'arsenal de Toulon, et que les ouvriers étaient rentrés dans le devoir. Nous répétons la nouvelle telle qu'on la donnait.

— Outre la mort du sieur Souchet, le feu d'artifice de l'attaque de la Bastille a encore eu d'autres résultats fâcheux.

Ceux qui assiégeaient cette forteresse de carton se servaient de véritables pièces d'artillerie, et par suite de la commotion, toutes les vitres du voisinage ont volé en éclats.

Cet inconvénient avait été prévu, et on avait engagé les personnes qui demeurent près de là à laisser leurs croisées ouvertes; mais cette précaution n'a pas suffi; l'effet des détonations a été si formidable qu'un habitant du boulevard a trouvé, en rentrant chez lui, sa pendule tombée de la cheminée.

M. Bruneau, commissaire de police du quartier de l'Arsenal, est occupé depuis hier à constater les dégâts.

— Des milliers d'affiches, placardées sur les murs du 9^e arrondissement, font connaître que la légion de ce quartier de Paris est presque désorganisée. En effet, le colonel, le lieutenant-colonel, un chef de bataillon et deux porte-drapeau ont donné leur démission à la suite de l'échauffourée du 15 mai, soit de leur plein gré, soit qu'ils aient été forcés à prendre ce parti par les gardes nationaux leurs camarades.

Les élections en remplacement de ces officiers supérieurs ont lieu aujourd'hui.

LE JOURNAL POUR RIRE, format des Débats. — Plus de 1,600 dessins comiques dans l'année. Caricatures : la politique, les mœurs, les travers, les ridicules, les systèmes insensés ou dangereux, etc. — Prix : pour trois mois 4 fr. ; pour un an, 15 fr. — Les personnes qui s'abonnent pour un an, du 1^{er} mai, reçoivent gratis les trois premiers mois du journal (février, mars et avril); c'est donc 15 mois pour 15 francs.

Paris, AUBERT et C^o, place de la Bourse. — Départements, aux bureaux des grandes messageries.

LA LOI DU PEUPLE, par les citoyens Deschapelles et O'Reilly.

Prix : 25 cent.

Henri GIRALDON, écrivain, rue de Seine 16.

Bourse de Paris du 24 Mai.

FONDS FRANÇAIS.			
5 0/0	48 25	5 0/0	69 75
4	55 50	Banque de France	1550
4 1/2	55 50	Oblig. de la ville de Paris	50
CHEMINS DE FER.			
Saint-Germain	225	Fampoux à Hazebrouck	50
Obligations anc.	225	Avignon à Marseille	225
— nouv.	225	Strasbourg à Bâle	87 50
Versailles (rive droite)	420	Obligations	50
Obligations anc.	420	Mulhouse à Thann	50
— nouv.	420	Bordeaux à la Teste	50
Versailles (rive gauche)	100	Montpellier à Cette	50
Paris à Orléans	550	Cette à Bordeaux	50
Obligations	550	Paris à Sceaux	50
Orléans à Bordeaux	558 75	Montereau à Troyes	50
à Vierzon	262 50	Amiens à Boulogne	50
Paris à Rouen	407 50	Dieppe à Fécamp	50
Obligations	210	Paris à Lyon	307 50
Rouen au Havre	210	Tours à Nantes	357 50
Obligations	358 75	Paris à Strasbourg	355
Nord	358 75	Andrézieux à Roanne	50
CANAL.			
Quatre Canaux	750	Canal de Bourgogne	50
Jouissance	750	Jouissance	50
Trois Canaux	750	Canal de la Saône	50

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gerant, J.-B. GIRALDON.

Paris. — Imprimerie SCHNEIDER, rue d'Erfurt, 1.